



***LA HONGRIE ET LES MINORITES HONGROISES D'EUROPE
CENTRALE ET ORIENTALE***

Un défi à l'intégration européenne du bassin danubien

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Thierry ROUXEL
dans le cadre du séminaire « Validité des théories du XIX^e siècle »**

Directeur : Monsieur Philippe CONRAD

Avril 2005

La Hongrie et les minorités hongroises d'Europe centrale et orientale : Un défi à l'intégration européenne du bassin danubien ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE :

LA HONGRIE EST RETOURNEE EN EUROPE

De l'Europe centrale à l'Europe occidentale

Le choc des empires

Les diverses tentatives d'ancrage à l'Ouest depuis 1918

DEUXIÈME PARTIE:

LES MINORITES HONGROISES EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE :

DES RELATIONS APAISEES

L'état des lieux

La politique de Budapest à l'égard des Hongrois de l'étranger

Budapest privilégie l'ancrage de l'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne

INTRODUCTION

Depuis le traité de Trianon (1920) la Hongrie contemporaine a perdu une vaste étendue du royaume établi par Saint Etienne vers l'an 1000 et reconstitué au sein de l'empire austro-hongrois en 1867. Cette perte a entraîné en 1919 une diminution de la population de 60% et la présence aujourd'hui d'environ 3 millions de Magyars hors des frontières de Hongrie. En 2005 un magyarophone sur 4 vit hors de Hongrie (cf. annexe 1).

Le problème des minorités hongroises en Europe centrale et orientale est récurrent mais, contrairement à un autre pays d'Europe centrale, la Confédération yougoslave qui a connu à

partir de 1991 la guerre civile, les déplacements de populations, la purification ethnique, l'éclatement, la Hongrie a jusqu'ici échappé à la guerre civile et a préservé de bonnes relations avec ses voisins. Elle constitue à bien des égards une exception parmi les états d'Europe centrale et orientale : la Hongrie réalise enfin aujourd'hui, rapidement et sans heurts, son ancrage euro atlantique, en dépit de la problématique toujours prégnante des minorités hongroises. Cette problématique pèse sur les relations de la Hongrie et de ses voisins et montre la fragilité politique du bassin danubien : elle ne peut être ignorée, ce n'est pas un banal problème régional.

En effet, cette question des minorités hongroises touche l'Europe centrale et orientale (encore appelée Europe médiane), c'est-à-dire un espace intermédiaire entre l'Europe occidentale et la Russie. Cet espace intermédiaire depuis quinze siècles entre les Slaves du Sud et les Slaves du Nord, entre les Roumains et les Allemands, retrouve toute son importance en cette période d'extension de la coopération en Europe, d'élargissement de l'Union Européenne. L'Europe médiane est intimement liée à la question des minorités hongroises.

C'est pourquoi, plus que le tableau d'une question politique régionale, la compréhension des relations étroites entre Budapest et les minorités hongroises vivant dans les pays voisins peut utilement nous éclairer sur l'intégration de l'Europe centrale et orientale dans l'Union Européenne.

Même si aujourd'hui les incompréhensions, les difficultés, les craintes entre Budapest et les capitales voisines (Bucarest, Bratislava, Belgrade, Kiev, Zagreb, Ljubljana, Vienne) au sujet des minorités hongroises restent nombreuses, il semble bien que l'on puisse également observer une influence positive de cette problématique sur le processus d'intégration de l'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne. La question de la garantie des droits des minorités hongroises devient le moyen privilégié de diffusion des droits de l'homme en Europe médiane.

Pour s'en convaincre il faudra dans un premier temps comprendre comment la Hongrie a acquis sa position spécifique de charnière en Europe, comment elle a effectué son retour vers l'Ouest. C'est à partir de ce retour qu'il sera alors possible de faire un point sur la situation actuelle des minorités hongroises et l'importance de cette question en Europe médiane.

PREMIERE PARTIE

LA HONGRIE EST RETOURNEE EN EUROPE

L'histoire de la Hongrie est marquée par sa position géographique à la frontière d'empires : sur le Limes romain d'abord ; entre les empires austro-hongrois et ottoman ensuite ; comme démocratie populaire intégrée de force dans le glacis de protection de la Russie soviétique enfin. Bien que la période actuelle soit marquée par une uni polarité de l'hyper puissance, c'est bien cette histoire révélatrice de tropismes importants qui explique aujourd'hui la position spécifique de la Hongrie dans l'espace euroatlantique aujourd'hui.

11) DE L'EUROPE CENTRALE A L'EUROPE OCCIDENTALE.

L'avancée de hordes turco-mongoles à partir de leur zone originelle pousse les peuples de cavaliers de l'Eurasie dans un mouvement général de l'Asie orientale vers l'Europe centrale et orientale. L'organisation de ces peuples en familles, communautés, tribus, hordes ne correspond pas aux structures mises en place dans l'empire romain (officiers, noblesse, fonctionnaires) et constitue un frein aux échanges organisés et à une éventuelle intégration.

Dans le cadre de ce mouvement général, les Avars, après la destruction de leur empire est-asiatique par des tribus turques (552), parviennent dans les plaines de la Tisza, entre les marais du Pripet et les marécages du Danube méridional (558). Ce faisant, ils séparent, avec des conséquences qui se révèlent aujourd'hui encore, les Slaves du sud (Slovènes, Serbes, Croates, Bulgares) des Slaves du Nord (Poméranien, Tchèques, Slovaques). Dans le même temps se développe par l'Ouest un impérialisme et une colonisation allemands le long du Danube et des piémonts des Alpes.

L'empire de Charlemagne, détruit le royaume des Avars entre 791 et 796, puis l'Empire germanique, établit une frontière relativement nette entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale.

Les 7 tribus magyares qui arrivent en 895 se heurtent à cet ensemble occidental. Ces nouveaux envahisseurs viennent de la région de l'Oural et de la moyenne Volga. Leur but : soumettre les populations locales et piller les pays voisins.

L'empereur d'Allemagne Otton 1^{er} organise la résistance : une sévère défaite en 955 (bataille de Lechfeld) précipite la fin des pillages et la sédentarisation des Hongrois. Ils s'installent

dans les basses plaines de la Tisza et du Moyen Danube et constituent un état. Ils adoptent le christianisme : Etienne Ier, fils du roi Géza, organisateur et chef d'état énergique, est baptisé en 985. Représentant la légitimité royale, il est couronné le 1^{er} janvier de l'an mil ¹ avec la couronne envoyée par le Pape Sylvestre II. Il sera canonisé dès 1083. Le culte rendu encore aujourd'hui à la Sainte Dextre de Saint-Etienne est révélateur de l'importance du personnage dans l'histoire de son pays.

Les relations avec l'Allemagne qui étend son influence (Bohème, Autriche) se développent parallèlement (Chevaliers Portes Glaives et Teutoniques) tandis que la Hongrie débouche sur l'Adriatique en annexant la Dalmatie, la Croatie, la Bosnie. Les Croates s'étaient organisés en royaume au X^{ème} siècle. Le roi de Hongrie conclut les Pactah Conventa de 1102 qui instaurent une union personnelle entre les deux pays, avec une très large autonomie pour la Croatie. L'accord restera en vigueur jusqu'en 1918.

12) LE CHOC DES EMPIRES.

121) Du XIII^{ème} au XVII^{ème} siècle.

Au XIII^{ème} siècle, les Mongols envahissent le territoire. Ils reprennent la route de l'Asie en 1241 après avoir ravagé le pays. L'émotion est considérable en Europe, les troubles internes importants. Les Hongrois veulent se protéger en s'assurant le contrôle de la Moldavie et de la Valachie. Dans le même souci de défense, ils renforcent les alliances avec les pays voisins. Ainsi, une alliance centrale européenne est élaborée entre la Hongrie, la Bohême et la Pologne à Visegrad en 1335, auquel fait écho le groupe de Visegrad (Hongrie, Slovaquie, Tchéquie, Pologne) de la fin du 20^{ème} siècle.

La liste des rois gouvernant le pays démontre l'absence de préoccupation nationaliste : de 1301 à 1918, un seul Hongrois a été roi de Hongrie, Matthias Corvin (1457-1490).

Dès 1526, l'Autriche, la Bohême et la Hongrie s'unissent sous le même souverain (prise de pouvoir par les Habsbourg) : il s'agit avant tout de s'unir pour se protéger des Turcs et se développer.

¹ Au moins dans les représentations

Au XIV^{ème} et XV^{ème} siècles, la Hongrie connaît un âge d'or économique et culturel. La paix règne à l'intérieur du pays. Cependant, les Ottomans avancent, et d'offensive en offensive, Soliman le magnifique s'empare de Belgrade en 1521. A cette date, la Hongrie éclate :

- à l'ouest la Hongrie royale des Habsbourg
- au centre la Hongrie turque
- à l'est la principauté de Transylvanie, avec une autonomie de principe mais sous la direction du sultan pour sa politique étrangère. La Transylvanie deviendra le champ de bataille de l'Autriche et de la Pologne contre les Turcs.

D'abord état tributaire, la Hongrie est considérée comme territoire ottoman à compter de 1606. Dans cette Hongrie divisée, les problèmes religieux apparaissent, avec la réforme luthérienne puis la réforme calviniste.

Au milieu du XVII^{ème} siècle, après avoir battu les Polonais, les Turcs se tournent contre l'Autriche (1663-1699). Une Sainte Ligue menée par le Pape (Pologne, Venise, Russie, Autriche) fait reculer les Turcs jusqu'au Kosovo, provoquant une rébellion serbe. Une contre-offensive turque fait abandonner la Serbie. La Transylvanie avait des velléités d'indépendance, elles sont écrasées lors de la victoire autrichienne. La Hongrie et la Croatie sont entièrement libérées par le traité de Karlowitz en 1699.

122) L'empire austro-hongrois.

L'Autriche unit 11 nationalités : la dynastie des Habsbourg, la crainte du danger turc sur le Danube, la confession catholique, un pouvoir centralisé absolu, tout concourt à faire de l'Autriche une grande puissance. L'équilibre est satisfaisant pour tous : les Habsbourg apportent leur soutien au rétablissement de la Hongrie mais dépendent des Hongrois pour stabiliser leur défense le long de leur frontière sud-est.

Jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, la Hongrie est fidèle aux Habsbourg. Cependant, une tentative pour imposer l'allemand comme langue officielle est très mal perçue. Dès 1792, le hongrois est langue d'enseignement à la place du latin, et devient langue officielle de l'administration en 1844. C'est bien par la redécouverte de la langue nationale que passe d'abord le réveil du sentiment national. A cela s'ajoute un renouveau politique et culturel. Les peuples s'agitent et s'impatientent : la subordination à un gouvernement impérial et conservateur est ressentie de plus en plus durement, on s'achemine vers une situation révolutionnaire.

Mars 1848 : la révolution éclate en Hongrie. Elle est libérale. Un homme y joue un rôle considérable : il s'agit de Lajos Kossuth. Dans un premier temps, ses chroniques parlementaires lui valent de continuelles vexations de la part des autorités. Puis, ses activités politiques prenant de l'essor, il devient le leader incontesté des années 1848-1849. Il participe à l'élaboration du "manifeste des douze points" qui exige de Ferdinand V, alors souverain de l'empire austro-hongrois, la création d'un ministère hongrois et la réunion d'une assemblée nationale.

Mais cette nouvelle majorité fait aussitôt preuve d'une grande intransigeance (magyarisation) vis à vis des populations non hongroises (croates, slovaques, serbes et roumains) lesquels demandent l'autonomie à Vienne. Les relations des nouvelles autorités hongroises avec Vienne et Zagreb se détériorent. En septembre 1848, l'empereur dissout le parlement hongrois. Nicolas Ier, tsar de toutes les Russies, envoie des troupes pour aider l'Autriche, et le chef de l'armée hongroise, Artur Gorgey, capitule le 13 août 1849 à Vilagos.

Le pays est livré au commandant général des corps d'armée autrichiens, le général Haynau. Sur son ordre, 13 généraux hongrois sont exécutés sommairement (les 13 martyrs d'Arad dont le souvenir se perpétue tous les ans sous forme de deuil national). La répression s'intensifie et débouche sur une politique réactionnaire ("système de Bach", du nom du ministre de l'intérieur autrichien en place), soit une germanisation vigoureuse de l'ensemble de l'empire d'Autriche.

Elle prend fin en 1859 avec la défaite en Italie de l'Autriche, qui effrite sérieusement ses possessions. D'autre part, Bismarck lui défend de s'immiscer dans les affaires allemandes et elle essuie des revers contre la France et la Prusse. Les soldats autrichiens se battent courageusement mais avec des équipements inappropriés et des uniformes blancs, très voyants.

L'Autriche finit par en tirer des leçons : la nécessité de moderniser le pays se fait jour. L'Autriche a pris du retard sur l'Europe de l'ouest et la Hongrie sur l'Autriche. Force leur est de franchir le pas. La Hongrie se rallie administrativement et militairement à l'Autriche. Elle profite de la défaite de 1866 qui affaiblit la position de l'Autriche pour obtenir une modification de sa position au sein d'un empire bicéphale (dualisme austro-hongrois avec constitution, administration et législation distinctes) : le royaume d'Autriche-Hongrie est formé ("compromis austro-hongrois" de février 1867).

Il faut souligner le rôle important de l'impératrice Elisabeth, cousine germaine de l'empereur, épousée en 1854, alors qu'elle n'a que 16 ans. Dans cette union, la jeune reine, qui passe pour l'une des plus belles femmes de son temps, souffre de l'autoritarisme de sa belle-

mère et du conservatisme de la cour. Cultivée et sensible, Elisabeth étudie l'histoire et la langue des Hongrois. Ses relations avec le comte Gyula Andrassy, ministre hongrois des affaires étrangères, ont alimenté toutes sortes de rumeurs romantiques, pourtant peu vraisemblables. Les relations austro-hongroises aboutissent donc à ce compromis de février 1867 et au couronnement de François-Joseph comme roi de Hongrie en juin 1867.

123) Des tensions du début du XXème siècle à la Grande Guerre.

Aux premiers signes de la consolidation interne de la monarchie, une quantité extraordinaire de capitaux libres afflue vers la Hongrie, qui s'en trouve transformée économiquement. Dans les années 1860-1870, il était frappant de noter le grand nombre d'usines hongroises qui fêtaient le centenaire de leur fondation. Un grand effort est porté sur l'enseignement, du primaire et secondaire. Il en résulte une génération brillante dans tous les domaines.

Mais la transformation provoque des tensions sociales : la petite noblesse accapare les postes de l'administration et de l'armée, la bourgeoisie (juive en grande partie) l'influence économique et financière. La masse des chômeurs constitue une charge difficilement tolérable au vu de la rapide accumulation de fortune et de la consommation prodigieuse qui accompagne tout essor économique rapide. Le mouvement ouvrier gronde.

Ainsi, à la veille du tournant du siècle, la monarchie austro-hongroise a une économie relativement stable et dynamique tandis que, faute de libertés civiques et de procédures démocratiques, sa structure politique est fragile et sa société chargée de tensions.

De plus, la question des nationalités n'est pas résolue. Le régime électoral limite la représentation des minorités au parlement. Au recensement de 1910, on trouve :

- 48,1% de Hongrois
- 9,4% de Slovaques
- 2,3% de Ruthènes
- 14,1% de Roumains
- 5,3% de Serbes
- 8,8% de Croates
- 9,8% d'Allemands
- 2,2% divers

Si la Croatie bénéficie d'un régime particulier, les autres nations doivent se contenter de la loi des nationalités de 1868 qui autorise l'emploi de leur langue à l'échelon local. Mais le hongrois est partout langue d'état. Les mouvements nationalistes se développent, d'autant que

les pays limitrophes vont dans ce sens : la Valachie et la Moldavie forment en 1866 la Roumanie indépendante de la Russie en 1878, en même temps que la Serbie.

L'Autriche Hongrie se rapproche de l'Allemagne (1872: Alliance des 3 empereurs ; 1878: congrès de Berlin ; 1879: la Duplice ; 1882: la Triplice).

Mais, parallèlement, les tensions avec la Russie dans les Balkans, nées au début du XVIIIème siècle, s'intensifient à la suite de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine en 1908 par l'Autriche-Hongrie. Cette occupation s'étant faite *au détriment* de la Turquie, mais surtout *contre* la Serbie, renforce le poids des Slaves du sud dans l'Empire et provoque la colère des Serbes qui doivent renoncer au rêve de la "grande Serbie".

Les alliances de la Grande Guerre se dessinent. L'Autriche-Hongrie s'accroche à son ambition impériale supranationale ("Drang nach Osten" : annexion de la Serbie, du Monténégro, de la Roumanie).

Quelques jours après l'assassinat du prince héritier autrichien, l'archiduc François-Ferdinand, l'Autriche-Hongrie, après s'être assurée l'appui inconditionnel de l'Allemagne, aux prises avec la Serbie dans les crises balkaniques, lui déclare la guerre le 28 juillet 1914. Comme la plupart des pays, la Hongrie voit partir ses soldats, enthousiaste et persuadée du rapide dénouement du conflit. Mais la guerre s'enlise.

Malgré les revers russes, roumains et italiens de 1917 qui pouvaient laisser prévoir une victoire autrichienne, l'échec de la dernière offensive allemande sur le front de l'Ouest emporte l'Autriche-Hongrie dans la défaite tandis que l'empire central s'affaiblit à l'intérieur. Le 4 octobre 1918, l'Autriche-Hongrie envisage un armistice : tandis que les 14 points de Wilson exigent la reconnaissance de l'ensemble des peuples de l'Autriche-Hongrie, l'empereur Charles I^{er} promet de donner aux peuples de la monarchie danubienne une constitution de type fédéral. L'armistice de Villa Giusti est signé le 3 novembre 1918.

13) LES DIVERSES TENTATIVES D'ANCRAGE A L'OUEST DEPUIS 1918.

131) Un empire éclaté.

L'armée hongroise est dissoute, la monarchie explose. Les Slaves du sud d'un côté, les Tchèques et les Slovaques de l'autre organisent leur indépendance, une république autrichienne et une république hongroise sont proclamées. Outre le détachement de la Hongrie et la reconstitution de la Pologne, se créent ainsi 3 états successeurs : la Tchécoslovaquie, la

Roumanie et la Yougoslavie. Le 1^{er} décembre 1918 est créé le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Le 24 décembre, la Transylvanie est rattachée à la Roumanie. La situation de crise est totale.

A la défaite subie succède inévitablement une situation révolutionnaire, aggravée par la misère. Mihaly Karolyi, aristocrate radical de gauche, devient président de la république en janvier 1919. Les délégués locaux des états successeurs sont durs à l'égard des Hongrois, jugés incapables de rompre avec les fantômes du passé. Les soubresauts nationalistes qui se déclenchent sont réprimés violemment. Le 21 mars 1919, alors que la révolution soviétique exerce une grande influence, le pouvoir est remis au Conseil des commissaires du peuple, composé de communistes. Mais ils ne contrôlent qu'une partie du pays : les troupes hongroises du gouvernement national de l'amiral Horthy, soutenu par les alliés et installé à Szeged, leur échappent. Ce conseil disparaît en août 1919, Horthy est nommé régent de Hongrie le 1^{er} mars 1920.

Cet homme, Horthy, officier supérieur de marine, pendant longtemps officier d'ordonnance de François-Joseph Ier, commandant général de la flotte militaire austro-hongroise à la fin de la guerre, est intronisé par l'assemblée nationale issue des élections de 1920. Il restera au pouvoir jusqu'en 1944. Sous son règne, le slogan majeur est celui de la révision territoriale car l'illogisme flagrant des frontières issues des traités de paix a uni toute la nation derrière ces griefs.

132) Un pays éclaté.

En effet, traitée en vaincue de la grande guerre lors de la Conférence de la Paix de Paris (Traité de Trianon du 4 juin 1919), la Hongrie est brutalement réduite territorialement, sans aucun fondement historique, passant de 325.000 km² à 93.000 km², perdant 68% de son territoire et 59 % de sa population. En effet, la population magyare est séparée pour satisfaire les exigences des nouveaux alliés, les états successeurs (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie). Au lendemain du traité de Trianon, quelques 2 750 000 Hongrois, soit près de 40%, se retrouvent ressortissants d'un autre pays. La nouvelle Hongrie compte 7 400 000 Hongrois, 480 000 Allemands, 100 000 Slovaques.

Source de tous les maux pour les Hongrois, les inconséquences et les excès du traité de Trianon sèment les germes de la seconde guerre mondiale. La décennie 1920-1930 apporte cependant une fragile prospérité. Malheureusement, la crise économique mondiale qui causa des ravages même dans les pays les plus développés lui porte un coup fatal, fait régresser

l'industrie hongroise et plonge le secteur agricole dans un cycle de surproduction. Par la force des choses, la politique s'oriente à gauche, quelques progrès sociaux sont réalisés mais des conceptions globales tenant compte des réalités à longue échéance du pays en vue de développer l'économie et la société font totalement défaut. Les dernières vagues de la crise ne sont pas apaisées que Gyula Gombos devient premier ministre. Un brusque virage politique se fait vers la droite avec lui. Déjà, la recherche insistante de l'amitié allemande et italienne, le mythe racial, la démagogie sociale sont les signes d'un glissement vers le fascisme.

133) La Seconde guerre mondiale.

Cependant, la présence des «allogènes assimilés» constitue aux yeux des nationalistes, une raison supplémentaire qui pousse intuitivement vers un rapprochement avec l'Allemagne hitlérienne.

La politique de révision des traités de la fin de la Première Guerre mondiale, soutenue par l'Italie, entraîne un rapprochement avec l'Allemagne tandis que se développent à l'intérieur nationalisme et antisémitisme... Ainsi, au premier arbitrage de Vienne de l'automne 1938, la Hongrie s'agrandit des territoires slovaques à population majoritairement hongroise, d'une partie de la Transylvanie lors du second arbitrage de Vienne à l'été 1940, puis de la Ruthénie subcarpatique lors du démantèlement final de la Tchécoslovaquie.

Le 20 novembre 1940, la Hongrie rejoint le Pacte tripartite (Italie, Allemagne, Autriche) et participe à la guerre dans les Balkans et à l'Est. Elle assume une part active des opérations en Yougoslavie pour s'agrandir une 4^{ème} fois. Le III^{ème} Reich attend surtout un approvisionnement en vivres, bauxite et pétrole, plus que militaire, car l'industrie allemande n'est pas en mesure de mettre la contribution militaire hongroise sur le front de l'Est aux normes de l'époque. Le 2^{ème} corps hongrois sera néanmoins engagé sur un front de l'Est.

Ce n'est qu'en avril 1945 que l'URSS s'empare de la partie occidentale de la Hongrie, face à la dernière offensive du III^{ème} Reich dans la région du lac Balaton pour tenir la région pétrolifère de Zala.

Tandis que 9/10^{ème} des Juifs de province et 50% des Juifs de la capitale disparaissent durant la guerre, une partie de la population d'origine allemande du Nord-Est est déportée en URSS au titre des réparations de guerre.

Le traité de Paris de 1947 ne corrige pas celui de Trianon : il confirme les frontières d'avant 1938. Une nouveauté territoriale cependant : la Ruthénie passe à l'Ukraine soviétique si bien que la Hongrie devient limitrophe de l'URSS. Ceci déclenche un fort mouvement de

migration. C'est ainsi que se constitue la relative homogénéité ethnique de la Hongrie (4 à 5% de Tsiganes) qui compte moins d'un demi million d'habitants d'origine allemande, roumaine, slovaque tandis que plusieurs millions de Hongrois vivent dans les états voisins.

134) La coupure de la démocratie populaire.

A partir du 20 août 1949, la Hongrie devient une démocratie populaire.

Le pluralisme politique des élections de 1945 ne laisse bientôt que 4 partis, 2 paysans et 2 ouvriers qui fusionnent sous le nom de parti des travailleurs hongrois. Ces élections libres voient le parti communiste largement minoritaire. Néanmoins, un gouvernement de coalition est imposé et le portefeuille de l'intérieur échoit à un communiste. Les autres partis sont invités à rejoindre le Front populaire et la démocratie populaire s'installe, alors que les élites politiques formées à Moscou durant la guerre remplacent celles issues des réseaux locaux clandestins, souvent à l'issue de grands procès et de purges staliniennes. A partir de 1948 le PC exerce seul le pouvoir. La collectivisation de force s'opère à grande échelle, de retentissants procès s'ouvrent (procès de Laszlo Rajk accusé de titisme, rival de Rakosi), le régime prend un pli parfaitement stalinien.

Toutefois, la multiplication dès 1949 de mesures impopulaires en faveur des coopératives agricoles et du développement unilatéral et forcé de l'industrie lourde, aboutiront à l'explosion révolutionnaire d'octobre 1956. Pour la seconde fois, Imre Nagy prend le pouvoir, jusqu'à ce que l'intervention des troupes soviétiques remette au pouvoir une équipe dirigeante épurée de ses dirigeants les plus discrédités aux yeux du Kremlin et privée des réformateurs les plus solidaires des insurgés. Tandis qu'environ 200000 hongrois quittaient le pays.

La Hongrie, en glacis de protection de la Russie soviétique et dont les frontières sont directement au contact d'un Etat du bloc occidental même neutre restera un allié difficile, objet de suspicion tandis que dans le cadre d'une spécialisation mise en place par le COMECON en font un approvisionneur du bloc Est en produits agricoles.

Le modèle hongrois mis en place après la répression de cette «contre révolution», est loin de répondre aux besoins mais a rétabli un calme qui a valu par la suite à la Hongrie, pour son climat paisible et son apparente insouciance permise par une agriculture performante, le qualificatif de «baraque la plus joyeuse du camp». Elle a bénéficié très tôt d'un jugement flatteur de l'Occident qui, par conséquent, la rendait suspecte dans le bloc de l'Est, d'autant plus que la Hongrie a une frontière commune avec l'Autriche. D'ailleurs, bien avant la chute

du Mur, c'est bien à travers la frontière hungaro-autrichienne que les premiers est-Allemands passent le Mur (10 septembre 1989).

135) L'adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à l'Union Européenne.

Jordis von Lohausen explique dans « Les empires et la puissance » que dans l'empire des Habsbourg Vienne était à son apogée avant 1806, connut son crépuscule en 1866 et son agonie en 1918 et qu'alors la Hongrie et Budapest étaient devenues le centre de gravité de la monarchie. Certains auteurs expliquent, après coups, les difficultés rencontrées par l'URSS par le tropisme traditionnel de la Hongrie généralement pro allemande et antislave. Le pôle hongrois dans la région est devenu obsolète, la notion de « Mitteleuropa » s'impose.

Le 22 mai 1988 Janos Kadar, au pouvoir depuis 1956, quitte le poste de secrétaire du MSzMP (parti socialiste hongrois des travailleurs). Le MSzMP se réforme, l'effervescence politique s'accroît au sein de l'opposition puis le parlement autorise le multipartisme au début de 1989. Poursuivant son processus de démocratisation, le gouvernement hongrois décide le 23 mars de démanteler le Rideau de Fer séparant le pays de l'Autriche, ce qui est concrètement réalisé le 3 mai, les citoyens de la République Démocratique Allemande passant en Autriche via la Hongrie à compter du 10 septembre.

Le 23 octobre 1989 (jour du 33^{ème} anniversaire du début des événements de 1956) le parlement hongrois modifie le nom de la république : celle-ci n'est plus populaire et socialiste mais indépendante, démocratique et constitutionnelle. L'exhumation, l'identification et la réinhumation de la dépouille de Imre Nagy (exécuté à l'issue d'un procès truqué) au début de l'été 1989 constituent le moment fort des changements accélérés à la charnière des années 1990. En juin 1991, les forces soviétiques quittent le territoire : la Hongrie est la première démocratie populaire d'Europe à connaître cet événement.

Dès lors le pays entre dans les années 1990 en réapprenant les règles presque oubliées du jeu démocratique (le multipartisme parlementaire), en instaurant un nouvel ordre économique.

La Hongrie et l'Union Européenne deviennent des partenaires associés dès le 1^{er} mars 1992 grâce à un accord intérimaire. Le 1^{er} février 1994, après avoir été ratifié par les parlements des états membres et de la Hongrie, l'accord d'association entre en vigueur et le 31 mars de la

même année le gouvernement hongrois présente sa demande d'adhésion officielle au Conseil européen. Première bénéficiaire avec la Pologne du programme PHARE lancé en 1989 par l'Union Européenne pour venir en aide aux états d'Europe centrale et orientale, la Hongrie entame des réformes socio-économiques et la préparation de son intégration. Recevant 1030 millions d'euros entre 1990 et 1999 Budapest développe son économie, ses infrastructures, sa législation et prépare activement son intégration qui devient effective le 1^{er} mai 2004.

Une fois levé l'obstacle qui empêchait la Hongrie de prendre place dans le concert des états démocratiques d'Europe et du monde, le Parlement hongrois voit se créer entre les partis politiques un consensus durable concernant la nécessité pour la Hongrie de rejoindre les institutions de la coopération européenne et atlantique. Devenir un membre à part entière de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devient un élément majeur de la politique étrangère hongroise. Le 16 novembre 1997 85% des Hongrois votant lors du référendum national se prononcent en faveur de l'adhésion à l'OTAN. Cette adhésion est effective le 12 mars 1999 (avec celle de la Pologne et de la république Tchèque).

DEUXIEME PARTIE

LES MINORITES HONGROISES EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : DES RELATIONS APAISEES

En Roumanie, Slovaquie et Yougoslavie, se trouvent les minorités hongroises les plus importantes en effectif. Mais d'autres pays d'Europe Centrale et de l'Est abritent également des populations d'origine magyare. Descendant des populations qui ont vécu les partages politiques imposés à la Hongrie essentiellement après la Première guerre mondiale (traité de Trianon du 4 juin 1920) mais également après la Seconde (Conférence de Paris et traité de paix du 10 février 1947), ces minorités se demandent aujourd'hui si leur destin intéresse la mère patrie.

21) L'ETAT DES LIEUX

La Hongrie totalise environ 10.500.000 habitants et compte plus de 3 millions de Hongrois en dehors de ses frontières, essentiellement répartis, en raison de l'histoire, sur le territoire de sept états limitrophes (cf. annexe 2), même si certains Hongrois ont quittés la Hongrie pour d'autres parties du globe.

La **Roumanie** est le pays qui compte la plus grande minorité hongroise. Cependant les chiffres restent imprécis : 1.619.000 Hongrois représentant 7,1% de la population de Roumanie en 2002 (1.588.000 personnes et 9% en 1956) selon les sources roumaines, près de 2.500.000 Hongrois de souche en Roumanie (dont 200.000 à 500.000 assimilés à la majorité roumaine) selon des sources hongroises, en majorité en Transylvanie. Attribuée à la Hongrie par le second arbitrage de Vienne du 30 août 1940, libérée et gérée par l'Armée Rouge en octobre 1944, cette région fut rendue à la Roumanie le 13 mars 1945. Bucarest promit alors de respecter le droit de la forte minorité hongroise et de lui accorder une large autonomie. Cependant cette minorité connut de nombreux avatars. La constitution roumaine de 1952 accordait enfin une large autonomie aux Hongrois avec l'établissement d'une région autonome en Transylvanie. Après la révolte de la Hongrie à l'automne 1956 l'ancien Premier ministre hongrois Imre Nagy, arrêté par les Soviétiques, fut détenu à Snagov en Roumanie et

la répression s'abattit sur les Hongrois vivant dans ce pays et accusés d'avoir soutenu la cause des insurgés hongrois. La « roumanisation » forcée de la minorité fut opérée et en 1960 le territoire de la région autonome hongroise fut remanié afin de lui faire perdre sa majorité hongroise. En 1968 cette région fut finalement partagée en trois départements à majorité roumaine. Dans les années 1980 la tension entre Bucarest et Budapest connut un regain car Ceausescu voulait détruire près de 7.000 villages et installer les villageois dans des établissements agro-industriels : en 1988 Budapest protesta énergiquement contre ce projet qui visait à éliminer la présence des Hongrois (souvent ruraux) en Transylvanie.

Malgré des rapports tendus entre la Hongrie et les minorités hongroises d'un côté et la Roumanie de l'autre coté, un esprit de négociation s'est développé depuis la fin de l'ère Ceausescu, au début des années 1990.

La constitution roumaine de 1991 et la législation électorale accordent à chaque minorité ethnique un représentant à la Chambre des députés et lors des élections législatives du 26 novembre 2000, l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR) a obtenu 6,8% des voix et 27 sièges sur 345. Ce parti important sur l'échiquier politique roumain (il fut membre de la coalition gouvernementale roumaine de 1996 à 2000) illustre l'amélioration des relations entre Bucarest et Budapest concrétisé par le traité d'entente, de coopération et de bon voisinage signé entre les deux capitales le 16 septembre 1996. La bonne entente entre ces deux états, en particulier sous la présidence d'Emil Constantinescu (1996-2000) ne doit cependant pas cacher qu'aujourd'hui, la lente et difficile transition de la Roumanie vers des normes occidentales ne concourt pas à une répartition de la richesse dans un état qui ignora longtemps les minorités de tous ordres et favorise donc la croissance des extrémismes : la croissance du poids du parti d'extrême droite «Grande Roumanie» (84 sièges aux élections du 26 novembre 2000) inquiète Budapest. L'intensification des activités nationalistes roumaines en Transylvanie qui ne sont pas maîtrisées par les autorités font renaître la menace vis à vis des minorités hongroises. Pour ces dernières beaucoup semble encore nécessaire de nos jours pour améliorer leurs droits, en particulier au niveau de l'enseignement universitaire. Les accords hungaro-roumains de 2001, 2002 et 2003 semblent prouver la volonté de la Roumanie et de la Hongrie de poursuivre dans la voie de la coopération bilatérale.

En **Slovaquie**, la présence d'une forte minorité magyare (d'environ 500.000 Hongrois dont la moitié de Tsiganes se déclarant Hongrois) enclavée dans le sud du pays a été particulièrement

sensible pendant la transformation de la Tchécoslovaquie en deux états indépendants. La Slovaquie craignait l'ambition de la minorité hongroise de profiter de la séparation avec la République tchèque pour réaliser la sécession de la région du sud et les difficultés avec la Hongrie ne manquaient donc pas.

De même le différend à propos des travaux de la centrale hydroélectrique et du barrage de Gabčíkovo-Nagymaros sur le Danube continue d'envenimer les relations entre Bratislava et Budapest. Ce projet date de 1977 : il a été interrompu unilatéralement par les Hongrois après la chute du Mur de Berlin pour un prétexte écologique. Suite à un arbitrage de la Cour internationale de Justice les négociations entre les deux pays ont repris mais restent difficiles.

Le traité de bon voisinage et de coopération entre les deux pays (19 mars 1995) semble avoir rasséréiné les esprits. Toutefois, même s'il affirme le caractère intangible et inviolable de la frontière hungaro slovaque et reconnaît les droits des minorités vivant en Slovaquie (déjà inscrits dans la constitution slovaque du 1^o janvier 1993, dans la loi sur les langues des minorités du 7 juillet 1994 et garantis par l'établissement du Conseil des minorités nationales et ethniques), cet accord laisse subsister un malaise entre les deux états danubiens. 4.000 personnes manifestèrent à Budapest le jour de la signature de cet accord en criant à la trahison et à l'abandon des Hongrois de Slovaquie pendant qu'un représentant du Parti National Slovaque jugeait le traité malheureux.

Lors des élections législatives des 20 et 21 septembre 2002 la coalition hongroise (le SMK) en regroupant les trois partis représentant les minorités hongroises de Slovaquie a obtenu 20 sièges sur 150 au parlement monocaméral de Bratislava : ce succès électoral contribue à entretenir les difficultés relationnelles entre les deux pays.

Les 400.000 Hongrois de **Serbie-Montenegro** habitent pour la plupart dans la province de Vojvodine dans le Nord de la Serbie (290.000 personnes). Malgré la fin des treize années de pouvoir sans partage de Slobodan Milosevic les Hongrois de Yougoslavie ont de plus en plus l'impression d'être mis hors jeu.

Il y a vingt ans encore la région autonome de Vojvodine faisait figure de modèle de tolérance et de multiculturalisme avec sa vingtaine de communautés (Serbes, Hongrois, Croates, Slovaques, Roumains, Ruthènes, Ukrainiens, ...). Mais l'offensive croate dans les Krajina à compter de 1991 a obligé nombre de familles croates à quitter la région et a vu 250.000

réfugiés serbes expulsés de Croatie et de Bosnie arriver en Vojvodine. La composition ethnique s'est trouvée modifiée au détriment des Hongrois d'autant plus qu'environ 70.000 à 80.000 Magyars ont quitté la Vojvodine : surtout des jeunes (30.000) en âge de faire leur service militaire ayant refusé d'être mobilisés pour une guerre qui ne les concernait pas. Les conséquences démographiques négatives de cet exode pèsent sur une minorité hongroise de plus en plus réduite : elle est passée de 20 à 17% de la population de la province entre 1991 et 2001 quand la population serbe passait de 56 à 66% sur la même période. Plus touchés par le chômage que les Serbes, les Hongrois sont aussi tenus à l'écart des privatisations, sont écartés des postes dans l'administration, la justice et la police. Ils se plaignent également d'une multiplication des incidents tels que drapeaux arrachés, graffitis hostiles, profanations de cimetières ou de monuments, bagarres entre jeunes à la sortie des cafés, ... Actes isolés ou phénomène durable ?

Le regain de violences a coïncidé avec les élections législatives de décembre 2003 qui ont laminé la représentation des partis hongrois en raison d'un seuil d'entrée au parlement yougoslave trop élevé (5% des suffrages au minimum). Ces partis ont alors opté pour une nouvelle stratégie en deux points :

réclamer l'autonomie des régions du Nord de la Vojvodine à forte population hongroise, demander à Budapest la double nationalité hongroise et yougoslave.

Ce deuxième point a fait l'objet d'un référendum en Hongrie en décembre 2004 (sujet traité plus loin).

De ce fait les nationalistes radicaux serbes sont devenus les seuls gagnants de ce conflit interethnique rampant, les Hongrois auront de plus en plus de mal à trouver une issue politique à leur avantage : ils attendent beaucoup de l'accord signé en octobre 2003 entre la Serbie-Montenegro et la Hongrie concernant la protection des droits de la minorité hongroise en Serbie-Montenegro et de la minorité serbe en Hongrie.

L'Ukraine, la Croatie, la Slovénie et l'Autriche abritent des minorités nationales ou la population d'origine magyare connaît une situation généralement sans problème majeur.

Indépendante depuis le 5 décembre 1991, l'**Ukraine** possède depuis 1945 la Ruthénie transcarpathique habitée en 2001 par 1.282.000 habitants dont 78,4% d'Ukrainiens et 12,5% de Hongrois (160.000 personnes). Membre du Conseil de l'Europe, l'Ukraine se doit de prendre en compte le statut des minorités vivant à l'intérieur de ses frontières (Russes,

Hongrois, Roumains, Tsiganes, ...) afin de donner des gages à son aspiration européenne. L'Ukraine a signé dès le 31 mai 1991 avec la Hongrie une déclaration de coopération et de garantie des droits des minorités nationales puis le 6 décembre de la même année un traité de coopération et de bon voisinage. Kiev laisse aux Hongrois de Ruthénie une assez large autonomie *de facto* (fonctionnaires magyars, écoles et associations culturelles propres) et se montre aujourd'hui (contrairement au régime soviétique entre 1945 et 1991) assez favorable à la minorité hongroise à qui elle permet d'avoir de nombreux contacts avec Budapest.

Etant donné la position limitrophe de l'Ukraine avec la frontière orientale de l'Union Européenne depuis le 1^{er} mai 2004 et le fort tropisme européen de Youchtchenko au pouvoir aujourd'hui, l'attitude bienveillante de Kiev à l'égard de ses minorités nationales ne peut être appelée qu'à durer.

Les Hongrois de **Croatie** ont fui en grand nombre ce pays à partir de 1991. Au nombre de 22.000 personnes à cette époque, ils habitaient alors essentiellement en Slavonie orientale, en Sirmie occidentale et dans le bas Baranja entre le Danube et la Drave. Le conflit yougoslave a entraîné leur immigration vers d'autres villes de Croatie (Osijek, Vinkovci) ou leur retour vers la Hongrie. Zagreb reconnaît la minorité hongroise et lui accorde (comme aux autres groupes minoritaires) un siège au Parlement croate. La Croatie et la Hongrie ont signé le 16 décembre 1992 un traité de coopération et de relations amicales et le 5 avril 1995 une convention protégeant la minorité de croate et hongroise dans chacun des deux pays.

Les Hongrois de **Slovénie** ne représentent aujourd'hui que 0,31% de la population (environ 8.000 personnes) et, tout comme les autres minorités de ce pays (Serbes, Croates, Bosniaques, Musulmans, Italiens, ...), bénéficient d'un système de protection. Mais de plus cette minorité (comme la minorité italienne) s'est vue accorder une protection spéciale par le texte constitutionnel slovène de 1992. De plus la Slovénie et la Hongrie ont signé en 1993 un accord de protection de leur minorité respective dans chacun des deux pays ainsi qu'un traité d'amitié et de coopération.

L'**Autriche** enfin compte une petite minorité d'origine magyare dans le Burgenland estimée à environ 7.000 personnes aujourd'hui dont les droits sont bien sûr protégés au niveau fédéral

comme à celui du land. L'année 1992 a vu la signature d'accords de protection des nationalités et d'un traité d'amitié et de coopération entre Vienne et Budapest.

Le rétablissement des frontières de Trianon a déclenché un fort mouvement de migration de population. Nombre de Hongrois sont revenus volontairement en Hongrie, d'autres ont été expulsés (de Slovaquie surtout). Dans le même temps les résolutions de Potsdam des quatre Grands Alliés stipulèrent la déportation massive des Allemands de Hongrie. C'est ainsi que se constitue la relative homogénéité ethnique de la Hongrie qui – abstraction faite des 500.000 Tsiganes – compte aujourd'hui moins de 500.000 personnes d'origine allemande, slovaque, croate, roumaine, polonaise, serbe, slovène, bulgare, grecque, arménienne, ukrainienne ou ruthène.

1 magyarophone sur 4 vit hors de Hongrie en 2005 et représente souvent un pourcentage important de la population d'un pays d'Europe centrale ou orientale (10% en Slovaquie). Ce fait oblige cette partie de l'Europe à prendre en compte ses minorités hongroises, d'autant plus que Budapest surveille de très près le sort de ses minorités à l'étranger.

22) LA POLITIQUE DE BUDAPEST A L'EGARD DES HONGROIS DE L'ETRANGER.

Le gouvernement hongrois attache une importance particulière à l'égard de ses expatriés veillant à ce qu'aucune politique discriminatoire ne touche les minorités hongroises à l'étranger. La reconnaissance et la garantie des droits des minorités hongroises séparées de l'état éponyme constituent une priorité gouvernementale. Pour autant Budapest veille à ne pas faire d'entrisme dans la vie politique des états abritant les minorités hongroises car cette préoccupation hongroise permanente passe néanmoins par le maintien de bonnes relations avec les pays voisins de la Hongrie.

Au sein du gouvernement, un «Bureau des minorités hongroises à l'étranger» a été constitué et montre l'importance politique de cette question. La Hongrie a également pris l'initiative d'organiser une «Conférence annuelle des Hongrois», auquel participe le gouvernement, les partis politiques hongrois, ainsi que les partis politiques et associations culturelles des

minorités hongroises à l'étranger. Cette conférence transétatique permet la prise en compte des questions nationales hongroises au niveau central, sans entraver une politique extérieure sereine. Elle rappelle néanmoins tout l'intérêt que porte l'ensemble des institutions politiques de la Hongrie actuelle à leur nation répartie hors des frontières par une contraction du territoire. Dans le même esprit a été célébrée au tournant du siècle le millième anniversaire de la création de la Hongrie. Si Budapest ne soutient aucun nationalisme hongrois à l'extérieur et aucune tentative de sécessionnisme ou de rattachement des enclaves majoritairement hongroises, de telles conférences sont de nature à montrer aux états limitrophes que leurs citoyens d'origine hongroise sont plus enclins à montrer leur allégeance à la Hongrie qu'à leur pays actuel. Ceci pourrait déclencher des réactions nationalistes violentes à l'encontre de ceux qui seraient alors considérés comme une « cinquième colonne » dans le cadre d'une détérioration des relations entre Budapest et les autres capitales.

Le gouvernement Antall² a affiché quelques velléités nationalistes : ainsi le chef de ce gouvernement déclara-t-il un jour être « le représentant de tous les Hongrois ainsi que de ceux vivant en-dehors de la Hongrie ». Ce type de déclarations a bien sûr alimenté les inquiétudes dans les pays voisins de la Hongrie.

Le gouvernement Horn³ est apparu plutôt moins attaché à l'histoire. Formé entre autres avec les ex-communistes réformateurs du Parti socialiste, il rejette la politique d'Antall qui n'a fait qu'accentuer les disparités sociales.

Le gouvernement Orbán en 1998 a dû d'avantage prendre en compte la question des minorités hongroises à l'étranger du fait de son alliance avec le Parti des petits propriétaires (populiste nationaliste).

Mais la loi hongroise du 19 juin 2001 « sur le statut des Hongrois d'outre frontières » a constitué une originalité dans le traitement des minorités en Europe centrale et orientale, en conférant unilatéralement à un état des droits pour apporter assistance sur le territoire d'un autre état à une partie seulement de la population de cet état. Partant de l'article 6 de la Constitution hongroise de 1989, qui dispose que « la République de Hongrie est responsable du sort des Hongrois résidant hors de son territoire et promeut et soutient leurs relations avec la Hongrie », des affrontements ethniques en Roumanie (1990) et en Vojvodine, le Parlement hongrois a voté à une quasi-unanimité cette loi sur le statut. Celle-ci instituait un régime

² Le gouvernement Antall était aux affaires entre 1990 et 1994, mais Antall lui-même décéda en 1993.

³ Le gouvernement Horn était aux affaires entre 1994 et 1998.

avancé de protection, octroyant à ces minorités des droits aussi bien sur le territoire hongrois que dans leur pays d'origine.

La Roumanie et la Slovaquie ont réagi négativement et ont condamné ce statut. Cette loi votée en absence de toute concertation avec les états voisins a conduit l'Union Européenne à émettre des réserves sur cette loi sur le statut et la Commission à demander de la mettre en conformité avec le principe de non-discrimination du Traité. Le gouvernement Medgyessy (issu des élections de 2002) a alors procédé en deux temps : amendement de la loi sur le statut (loi du 23 juin 2003 votée à une courte majorité) et conclusion d'accords bilatéraux avec la Roumanie et la Slovaquie.

Des solutions nouvelles ont depuis encore été recherchées et en 2004 l'Association mondiale des Hongrois (située à droite) a mis le gouvernement Magyar (coalition socialiste et libérale de Ferenc Gyurcsany) devant un casse-tête en réussissant à collecter les 200.000 signatures nécessaires à l'organisation du référendum sur la double nationalité des Hongrois vivant hors du pays. Ce référendum (effectué le 5 décembre) a été invalidé faute d'une participation suffisante. Ce projet de double nationalité était jugé comme une folie par nombre de capitales d'Europe centrale et elles continueront à l'avenir à appeler l'Union Européenne à réagir pour ce qu'elles jugent comme de la démagogie sociale et du nationalisme populiste. A l'étranger nombre de Magyars pensent, aux vues de ce référendum, que leur destin n'intéresse pas la mère patrie autant que voudraient leur faire croire les discours des politiques hongrois. La question reste non résolue.

Les relations apaisées avec ses voisins passent aussi par la politique régionale. En se référant ouvertement à la rencontre au sommet des souverains de Pologne, de Bohême et de Hongrie tenue à Visegrad sous l'égide de Charles Robert d'Anjou en 1335 en vue de conclure un important contrat commercial et de s'assurer une défense commune, les chefs d'état de Pologne, de Tchécoslovaquie (Slovaquie et République tchèque à partir de 1993), et de Hongrie se sont retrouvés à nouveau à Visegrad en 1991. Ce groupe de Visegrad, dans une situation économique et politique parfois difficile, vise à mettre en place une coopération économique et commerciale à l'échelle régionale. De ce groupe de Visegrad est né une Association Centre-Européenne de Libre Echange (ACELE).

C'est pourquoi le maintien de bonnes relations et le partage d'une même position au sein d'une organisation supranationale ayant une politique régionale et de protection des minorités,

paraît à Budapest la meilleure solution pour protéger les Hongrois vivant à l'extérieur du pays.

23) BUDAPEST PRIVILEGIE L'ANCRAGE DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE A L'UNION EUROPEENNE.

La politique hongroise de défense des intérêts des minorités hongroises dans les états limitrophes passe par le soutien à l'adhésion de ces états à l'Union Européenne et par leur acceptation des acquis communautaires.

En effet c'est lors du Conseil européen de Copenhague de juin 1993 que fut approuvé sur le plan politique le principe de l'élargissement de l'Union Européenne aux pays associés d'Europe centrale et orientale. Ce conseil a alors retenu trois critères d'appréciation du sérieux des candidatures :

- 1) une économie de marché viable,
- 2) une capacité de faire face à la concurrence du marché de l'Union Européenne,
- 3) des institutions démocratiques stables et le respect des droits de l'homme et des **minorités.**

Pour Budapest le meilleur moyen de garantir la protection des minorités hongroises passe par l'adoption d'un système et d'une législation démocratiques et respectueuses des minorités dans les états voisins de la Hongrie. A terme, la solution semble être de promouvoir la poursuite des réformes chez ces voisins vers des normes occidentales pour permettre définitivement un ancrage vers l'Ouest et ses valeurs, dans l'Union Européenne. Cette politique est sans doute plus efficace et plus à même de rassurer les Hongrois et les minorités magyares que la proposition de double nationalité du référendum du 5 décembre 2004.

Mais ce processus de protection des minorités n'est pas à sens unique et dix traités bilatéraux ont été conclus entre 1991 et 1996 par Budapest avec les états voisins pour conforter la protection des minorités vivant **en** Hongrie :

- deux traités avec l'Ukraine, deux avec la Slovaquie, un avec la Croatie en 1991,
- deux traités avec l'Allemagne en 1992,

- un deuxième traité avec la Croatie en 1995, ainsi qu'un avec la Slovaquie la même année,
- enfin un traité avec la Roumanie en 1996.

Cependant un point d'achoppement se fait de plus en plus sentir entre Budapest et les capitales d'Europe de l'Est.

L'adhésion de la Hongrie à l'espace Schengen, qui libéralise la circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux à l'intérieur de l'espace des pays adhérents, entraîne un renforcement du contrôle des étrangers sur la frontière Est de l'Union Européenne, c'est-à-dire la frontière hongroise. Le Rideau de Fer de l'époque de la domination soviétique a disparu mais un Rideau de Protection a été installé par l'Europe occidentale, au détriment de l'Europe « médiane » (centrale et orientale). Ce durcissement du contrôle (passeport et visa) est durement ressenti en Russie, en Biélorussie, en Ukraine, mais également au sein de la nation hongroise, par les citoyens de l'intérieur et les minorités hongroises transnationales. C'est pourquoi le gouvernement hongrois compense ce malaise en soutenant la poursuite du programme de coopération frontalière réalisé dans le cadre du programme INTERREG soutenu par l'Union Européenne.

Les Hongrois de l'étranger constituent autant de relais de la politique de la Hongrie en faveur d'une adhésion pour l'instant souhaitée des états limitrophes dans l'espace euratlantique, pour influencer la politique de réformes vers la démocratie et l'économie de marché.

CONCLUSION

Etat de l'Europe centrale à l'histoire perturbée, la Hongrie, sitôt sa souveraineté acquise, a franchi le pas vers l'Ouest et se veut aujourd'hui européenne et pivot de stabilité de la région. Le problème des minorités et des frontières, se déclinant trop souvent en revendications, irrédentismes, guerres civiles et épuration ethnique, semble avoir pour l'heure connu une gestion moins radicale dans cette partie de l'Europe centrale que dans les Balkans.

Cependant avec la crise entre la Hongrie et ses voisins roumain et slovaque à propos de la loi de 2001 sur le « statut des Hongrois d'outre frontières », avec le référendum du 5 décembre 2004 en Hongrie sur la double nationalité des Hongrois de l'étranger, les opinions publiques occidentales ont découvert que les minorités hongroises en Europe centrale et orientale restent une question difficile entre la Hongrie et ses voisins. Alors que le conflit yougoslave paraît enfin avoir laissé la place à une situation sinon de paix du moins de cessation des hostilités, les discours démagogiques, parfois populistes et nationalistes de certains partis politiques hongrois semblent vouloir rallumer de dangereuses querelles avec les états voisins.

Fort heureusement la question des minorités hongroises, par la volonté des gouvernements hongrois successifs depuis 1989, n'est pas devenue un contentieux trop grave avec les pays voisins. Budapest a refusé de tomber dans le piège d'un nationalisme frustré se construisant par opposition à celui des autres pays.

D'une situation d'observateur inquiet, voire revendicatif, à propos de la situation de ses minorités à l'étranger, la Hongrie passe progressivement à une position de partenaire privilégié des pays d'Europe centrale et orientale. Elle construit le meilleur avenir possible pour ses minorités à l'étranger en militant pour l'assimilation par les pays d'Europe médiane du respect des droits de l'homme et pour l'intégration de ces pays dans les structures occidentales et régionales. Par sa politique d'accords et d'ententes la Hongrie a réussi à rétablir un espace de confiance dans le bassin danubien.

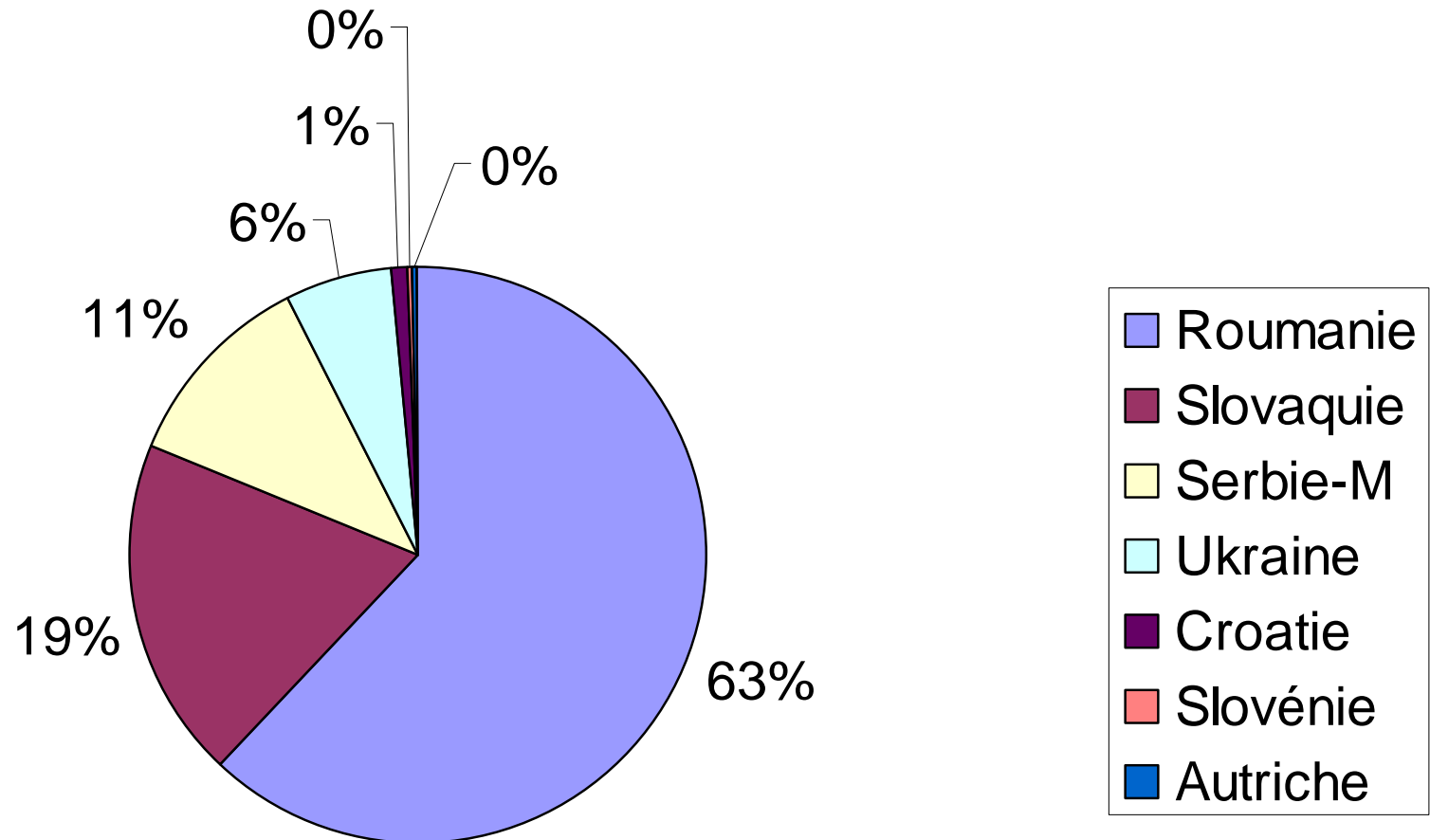
Mais elle ne doit pas porter seule le fardeau de l'intégration des pays situés à la marge orientale de l'Europe.

L'union Européenne s'est exprimée discrètement sur les dossiers du « statut des Hongrois d'outre frontière » et du référendum de la double nationalité. Elle ne doit pas oublier que la Hongrie se trouve placée au cœur de sa politique territoriale (intégration de l'Europe centrale et orientale dans l'Union Européenne). Abrisant elle-même des minorités sur son territoire, la

Hongrie est sans doute le pays laboratoire où se testera le règlement du problème minoritaire en Europe centrale et orientale. Ce règlement passe par l'acceptation des valeurs qui fondent l'espace européen. Il s'agit d'une étape incontournable : elle devra être franchie avant d'aborder plus avant la question des rapports avec une autre culture, la culture musulmane, qui frappe aux portes de l'Union Européenne.



Les minorités hongroises en Europe centrale en 1992



Annexe 2: Répartition des minorités hongroises dans les 7 pays voisins de la Hongrie

Bibliographie

WEIBEL Ernest, *Histoire et géopolitique de l'Europe centrale de l'Antiquité à l'Union Européenne*, **Ellipses, Paris, 2004**

LAZAR Istvan, *Histoire illustrée de Hongrie*, **Corvina, 1992**

Von LOHAUSEN Jordis, *Les empires et la puissance*, **Labyrinthe, 1985**

MICHEL Bernard, *Nations et nationalismes en Europe centrale*, **Aubier, Paris, 1995**

SELLIER Jean et André, *Atlas des peuples d'Europe Centrale*, **La Découverte, Paris, 1993**

MOLNAR Miklos, *Histoire de la Hongrie*, **Tempus**

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
<u>1. La Hongrie est retournée en Europe</u>	3
11. De l'Europe centrale à l'Europe occidentale	3
12. Le choc des empires	4
121. Du XIII ^{ème} siècle au XVII ^{ème} siècle	4
122. L'empire austro-hongrois	5
123. Des tensions du début du XX ^{ème} siècle à la Grande Guerre	7
13. Les diverses tentatives d'ancrage à l'Ouest depuis 1918	8
131. Un empire éclaté	8
132. Un pays éclaté	9
133. La Seconde guerre mondiale	10
134. La coupure de la démocratie populaire	11
135. L'adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à l'Union Européenne	12
<u>2. Les minorités hongroises en Europe centrale et orientale : des relations apaisées</u>	14
21. L'état des lieux	14
22. La politique de Budapest à l'égard des Hongrois de l'étranger	19
23. Budapest privilégie l'ancrage de l'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne	22
CONCLUSION	24
ANNEXES	
Annexe 1 : Les minorités hongroises en Europe centrale en 1992	26
Annexe 2 : Répartition des minorités hongroises dans les 7 pays voisins De la Hongrie	27
Bibliographie	28